

Connecticut College

Digital Commons @ Connecticut College

CISLA Senior Integrative Projects

Toor Cummings Center for International Studies
and the Liberal Arts (CISLA)

2021

Les mineurs non accompagnés et l'inhospitalité française: Les facteurs qui exacerbent le désespoir d'une population vulnérable

Norah Deming
ndeming@conncoll.edu

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.conncoll.edu/sip>



Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#), and the [International Relations Commons](#)

Recommended Citation

Deming, Norah, "Les mineurs non accompagnés et l'inhospitalité française: Les facteurs qui exacerbent le désespoir d'une population vulnérable" (2021). *CISLA Senior Integrative Projects*. 34.
<https://digitalcommons.conncoll.edu/sip/34>

This Senior Integrative Project is brought to you for free and open access by the Toor Cummings Center for International Studies and the Liberal Arts (CISLA) at Digital Commons @ Connecticut College. It has been accepted for inclusion in CISLA Senior Integrative Projects by an authorized administrator of Digital Commons @ Connecticut College. For more information, please contact bpancier@conncoll.edu.
The views expressed in this paper are solely those of the author.

**Les mineurs non accompagnés et l'inhospitalité française:
Les facteurs qui exacerbent le désespoir d'une population vulnérable**

A Senior Integrative Project for the French and Francophone Department and the Toor
Cummings Center for International Studies and the Liberal Arts

Advised by Professor Ramla Bedoui

Written by Norah Deming

CONNECTICUT COLLEGE

19 DÉCEMBRE, 2021

Remerciement

My research would not have been possible without the people I have been fortunate to learn from along the way. First and foremost I would like to thank my project advisor Professor Ramla Bedoui, for the insightful guidance week after week, for challenging me to conduct thorough research on a multitude of topics, and for the kind encouragement. In addition, I would like to thank Professor James Austin for introducing me to French Philosophy in my First Year Seminar. I was enraptured by this class during my first year at Connecticut College, but could not have predicted the significant role it would play in my SIP. Thank you Sophie Demaisy for your edits, I could not have written this paper in French without your help.

Thank you to the Toor Cummings Center for International Studies and the Liberal Arts (CISLA) team, Cara Masullo Ekwuabu, Mary Devins, Betsy Copp Lebel, Andrea Lanoux, and Suzuko Knott. Despite a global pandemic completely altering the CISLA cohort's plans for study abroad, internships, and the topics of our projects, you were anchors for us amidst the chaos. Your steadfast support kept our class committed to the goals that motivated us to apply for CISLA in the first place.

Thank you to the co-founders of Soul Food Paris, Kryssandra Heslop and François Le Louarn, for supervising my internship. Working virtually and in-person has been an invaluable and illuminating experience; I am very thankful to be involved with the wonderful organization you have built. Thank you Hilary Shadroui Cornet, my role model and friend, for generously hosting me at your home in Normandy on more than one occasion. I am so grateful for our times visiting historical sites, making messes in the kitchen, and practicing french vocabulary together.

Thank you to my friends, for the many mornings we spent doing work at Washington Street. This network of supportive people has been the greatest gift from my time at Conn. Lastly, I express my deepest gratitude to my parents, Jon and Hannah Deming, for your support of my journey through post-secondary education, for your encouragement to pursue my goals, and for your unconditional love.

Table de matières

Introduction	p. 4
Antécédents de maltraitance	p. 6
Migration vers la France au fil des ans.....	p. 8
Obstacles rencontrés par les mineurs non accompagnés.....	p. 14
Le processus de détermination de l'âge.....	p. 14
L'éducation	p. 18
Vivre sans abri.....	p. 19
COVID-19.....	p. 22
Conclusion	p. 23

Introduction

Chaque jour, les pays européens sont confrontés à des arrivées des demandeurs d'asile par les routes méditerranéennes dues à des cas de migration forcée. Il y a de nombreux facteurs qui poussent les demandeurs d'asile vers le continent, y compris les conflits, la pauvreté extrême, les catastrophes d'origine climatique, et la persécution en raison du genre de la personne, de la sexualité, et de la religion.¹ Il existe différentes définitions d'un demandeur d'asile, mais cet essai utilisera la définition de L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés: un demandeur d'asile est « une personne qui se dit réfugiée mais dont la demande est toujours en cours d'examen. »² L'afflux d'arrivées de demandeurs d'asile teste les capacités des pays européens à répondre adéquatement à la situation et à allouer des ressources afin de protéger la sécurité des personnes vulnérables.

Les enfants représentent 27 % des réfugiés et des migrants en Europe.³ Parmi cette population, ceux qui sont particulièrement vulnérables sont les mineurs non accompagnés. Ils sont définis par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés comme une personne de moins de dix-huit ans « sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable, qui est séparée de ses deux parents et n'est pas prise en charge par un adulte ayant, de par la loi ou la coutume, la responsabilité de le faire. »⁴ Les termes « enfant non accompagné » et « mineur non accompagné » sont souvent utilisés de manière interchangeable. Par souci de cohérence, j'utiliserai le terme « mineur non accompagné » dans cet essai. Malheureusement, la

¹ Voir « Refugee and Asylum ». UNFE, United Nations Free & Equal, June 2014, <https://www.unfe.org/wp-content/uploads/2017/05/Refuge-and-Asylum.pdf>

² «Demandeurs d'asile ». *L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés*. <https://www.unhcr.org/fr/>

³ «Situation Reports and Advocacy Briefs on Refugee and Migrant Children ». *UNICEF*, 25 June 2021, www.unicef.org/eca/situation-reports-and-advocacy-briefs-refugee-and-migrant-children.

⁴ Haut Commissariat Des Nations Unies Pour Les Réfugiés, *Note sur les politiques et procédures à appliquer dans le cas des enfants non accompagnés en quête d'asile, Février 1997*, <https://www.refworld.org/pdfid/47440c212.pdf>

présence de mineurs non accompagnés demandeurs d'asile en Europe est courante. Entre Janvier et Décembre 2020, on estime à 12,000 le nombre d'enfants non accompagnés et séparés qui ont été enregistrés pour entrer en Grèce, en Italie, en Bulgarie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine.⁵ En 1990, La France a signé et ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant (CDE), ce qui devrait signifier que le pays s'engage à protéger les enfants.⁶ Cependant, malgré sa ratification de la CDE, la France ne protège pas adéquatement les enfants et ainsi les mineurs non accompagnés souffrent dans le pays pour de nombreuses raisons.

Le titre de ce travail est « Les mineurs non accompagnés et l'inhospitalité française: Les facteurs qui exacerbent le désespoir d'une population vulnérable ». Dans cet essai, j'espère illustrer la relation entre les adversités vécues par les mineurs non accompagnés et les fautes que la société française leur apporte. Dans la première partie, j'adresserai l'histoire coloniale de la France et j'examinerai comment l'échec à reconnaître ce passé violent a contribué à perpétuer l'inhospitalité dirigée envers les mineurs non accompagnés. Dans la deuxième partie, j'examinerai comment la perception des migrants a évolué en France. Cette partie inclura un examen historique des migrations vers la France, une exploration des rhétoriques de xénophobie contemporaine de personnalités publiques, et les exemples de comment ces sentiments se manifestent sous la forme de push-backs et de dissuasion aux frontières françaises. Finalement, dans la troisième partie, l'essai adressera beaucoup des obstacles rencontrés par les mineurs non accompagnés dans ce pays aujourd'hui. Cette partie inclura les sujets du processus de détermination de l'âge, de vivre sans abri, de l'insécurité alimentaire, de l'éducation, des traumatismes, et du coronavirus.

⁵ «Situation Reports and Advocacy Briefs on Refugee and Migrant Children ». *UNICEF*, 25 June 2021, www.unicef.org/eca/situation-reports-and-advocacy-briefs-refugee-and-migrant-children.

⁶ « Convention Relative Aux Droits De l'Enfant. » *Nations Unies Droits De L'Homme Haut-Commissariat*, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>.

Antécédents de Maltraitance

Lorsqu'on analyse l'expérience moderne des mineurs non accompagnés en France, il est d'abord nécessaire de la contextualiser historiquement. Dans cette partie, je m'occuperai de l'histoire de la France, avec une attention particulière à l'Algérie et au code de l'indigénat. Ensuite, je parlerai du manque de reconnaissance de ce passé problématique. Les gens de la région du Maghreb en Afrique du Nord sont au cœur du débat sur la migration moderne, et ils ont dominé les flux migratoires en France depuis les années 1950.⁷ Aujourd'hui, la maltraitance des jeunes migrants d'Afrique du Nord n'est pas le premier moment dans l'histoire où les populations de cette région ont été maltraitées par le gouvernement français. Au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire et en Algérie pour n'en nommer que quelques-uns, les communautés colonisées ont été exploitées par les Français. Le pays profite économiquement encore de son héritage colonialisme dans cette région.⁸

Pendant plusieurs décennies, les pays colonisés n'ont pas été considérés. « On s'est longtemps refusé à penser ce que furent les mondes coloniaux, dans leurs singularités mais aussi dans les liens étroites qui les nouaient aux nations impériales ».⁹ Une caractéristique centrale d'impérialisme française était le code d'indigénat, qui était utilisé par le gouvernement français sur ses territoires en Afrique. L'indigénat était une pratique qui a permis aux administrateurs coloniaux de punir les gens pour n'importe quelle raison.¹⁰

⁷ Hargreaves, Alec. *Immigration, 'race' and ethnicity in contemporary France*. Routledge, 1995. xvi preface

⁸ Infante-Amate, Juan, and Fridolin Krausmann. « Trade, ecologically unequal exchange and colonial legacy: the case of France and its former colonies (1962–2015). » *Ecological economics* 156 (2019): 98-109.

⁹ Merle, Isabelle. « Retour Sur Le Régime de l'indigénat : Genèse et Contradictions Des Principes Répressifs Dans l'empire Français. » *French Politics, Culture & Society*, vol. 20, no. 2, Berghahn Books, 2002, pp. 78

¹⁰ Mann, Gregory. « What was the indigénat? The 'empire of law' in French West Africa ». *The Journal of African History* 50.3 (2009): 331-353.

L'indigénat est né pendant la conquête française des territoires algériens; la colonisation de l'Algérie a commencé en 1830.¹¹ Le code d'indigénat a officiellement été imposé sur la population native musulmane en 1881, et il a permis aux autorités militaires françaises « de prononcer sans publicité, contradiction ou défense, trois types de peine : l'internement (emprisonnement, assignation à résidence, déportation), l'amende (individuelle ou collective) et le séquestre (spoliation de biens foncier ou autres) ». ¹² Sous ce code, il y avait beaucoup de crimes qui n'existent pas en France, mais qui sont condamnables en Algérie.¹³ L'Algérie, le pays premier soumis à ce code, a une histoire coloniale extrêmement violente. L'histoire brutale d'une occupation de 132 ans a marqué la mémoire collective des citoyens algériens, mais ce traumatisme est largement méconnu.

Dans un entretien en 2020, le président Emmanuel Macron a dit que « the Algerian war is today absent from our political memory and the subject of a conflict of memories like the Holocaust was ». Il a ajouté que « We don't talk about this. We crush it ». ¹⁴ Comme la majorité des forces européennes, le gouvernement français n'a pas suffisamment reconnu son passé violent. Macron est le premier chef d'État français qui a parlé publiquement de l'histoire du colonialisme en France et de la guerre d'Algérie.¹⁵ Malgré cela, Macron a également affirmé que la France ne délivrait pas ses excuses formelles pour les abus qui ont été commis en Algérie.¹⁶

¹¹Dore-Audibert, Andrée. *Des Françaises d'Algérie dans la Guerre de libération: des oubliées de l'histoire*. KARTHALA Editions, 1995.

¹² Merle, Isabelle. « Retour Sur Le Régime de l'indigénat : Genèse et Contradictions Des Principes Répressifs Dans l'empire Français. » *French Politics, Culture & Society*, vol. 20, no. 2, Berghahn Books, 2002, pp. 81

¹³ Merle, Isabelle. « Retour Sur Le Régime de l'indigénat : Genèse et Contradictions Des Principes Répressifs Dans l'empire Français. » *French Politics, Culture & Society*, vol. 20, no. 2, Berghahn Books, 2002, pp. 81

¹⁴ Nabila Ramdani. « Algeria Needs an Apology and Reparations from France – Not a History Lesson ». *The Guardian (Online)*, Guardian News & Media Limited, 2020.

¹⁵Nabila Ramdani. « Algeria Needs an Apology and Reparations from France – Not a History Lesson ». *The Guardian (Online)*, Guardian News & Media Limited, 2020.

¹⁶ « 'No Repentance nor Apologies' for Colonial Abuses in Algeria, Says Macron ». *France 24*, France 24, 20 Jan. 2021.

Le refus du gouvernement français de présenter ses excuses pour les abus coloniaux en Afrique du Nord compromet tout espoir d'empêcher la maltraitance moderne des migrants de cette région. Des excuses suggèrent le remords et le regret pour un événement passé, et aussi un engagement de ne pas répéter la même transgression. Sans reconnaissance formelle des fautes par les autorités françaises, l'Histoire est destinée à se répéter.

Migration vers la France au fil des ans

Dans les années récentes, la France a fait face à une pression migratoire sans précédent; il y avait environ 100,000 demandes d'asile enregistrées en 2017 seulement.¹⁷ Selon le Ministère de l'Intérieur, les pays d'origine avec le plus grand nombre de demandeurs d'asile enregistrés en 2020 avec le guichet unique de demande d'asile étaient l'Afghanistan, le Bangladesh, le Pakistan, la Guinée, la Turquie, la Côte d'Ivoire, Haïti, la RDC, l'Ukraine et la Somalie.¹⁸ Trois de ces pays sont d'anciennes colonies françaises. Ceci est révélateur de la tendance des mouvements des pays anciennement colonisés vers les pays européens qui les ont colonisés auparavant.¹⁹ Une autre tendance entre les dix pays est la prédominance des pays à majorité musulmane. Les demandeurs d'asile avec les identités liées aux anciennes colonies françaises ou à un pays à majorité musulmane sont deux facteurs importants. Ils doivent être pris en compte pour comprendre l'expérience contemporaine des migrants en France. L'arrivée et l'intégration des demandeurs d'asile - particulièrement pour les démographies susmentionnés - est mal gérée aujourd'hui.

¹⁷ « Asylum and Immigration ». *Gouvernement.fr*, 11 Sept. 2018, <https://www.gouvernement.fr/en/asylum-and-immigration>.

¹⁸ « Statistics : France ». *Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles*, 18 Mar. 2021, <https://asylumineurope.org/reports/country/france/statistics/>.

¹⁹ Voir Emmer, Pieter C., and Leo Lucassen. « Migration from the Colonies to Western Europe since 1800. » *European History Online (EGO)* (2019).

La France était plus hospitalière envers les migrants à des moments précédents dans l'histoire. Pendant la révolution industrielle, La France avait une forte demande de main d'œuvre. Les travailleurs migrants de toute l'Europe ont aidé à satisfaire cette demande, et cette migration s'est poursuivie après la Première Guerre mondiale.²⁰ Après la Seconde Guerre mondiale, « The 1950s saw the beginning of substantial inflows of labour migrants from Italy, Spain, Portugal and North Africa to satisfy generally lower skilled labour needs in the post-war industrial expansion, » mais la migration de travailleurs a officiellement cessé en 1973.²¹ En 1993, la loi Pasqua-Méhaignerie a été introduite, ce qui a réformé le code de la nationalité. Par exemple, cette loi a restreint l'accès à la nationalité spécifiquement pour les jeunes d'origine étrangère, qui avant cette loi pouvaient automatiquement acquérir la nationalité à 18 ans.²²

Les statistiques récentes montrent la relation entre les demandeurs d'asile qui espèrent obtenir le statut de réfugié et ceux qui ont l'accord, et rendent évident que l'asile se resserre en France.²³ Ce resserrement est causé par plusieurs facteurs, mais il est très important de considérer l'effet des figures publiques et des partis politiques qui diffusent des idéologies anti-migrants. Par exemple, Le Rassemblement National est un parti d'extrême droite fondé par Jean Marie Le Pen. Le Pen a fait face à de nombreuses allégations d'incitation à la haine raciale, a été trouvé

²⁰ « Jobs for Immigrants (Vol. 2): Labour Market Integration in Belgium, France, the Netherlands and Portugal ». *Organisation for Economic Co-Operation and Development*, OECD, 2008.

²¹ « Jobs for Immigrants (Vol. 2): Labour Market Integration in Belgium, France, the Netherlands and Portugal ». *Organisation for Economic Co-Operation and Development*, OECD, 2008.

²² Kleppinger, Kathryn, Laura Reeck, and Lucille Toth. « H-France Review Vol. 21 (March 2021), No. 32. »

²³ « In 1981, 20,000 foreigners sought asylum in France; out of these, 80 percent were recognized as refugees. In 1999, 30,000 applied for the same status under the Geneva Convention; however in that year, 80 percent were rejected (OFPRA 1996, 2004) ». Fassin, Didier. « Compassion and repression: The moral economy of immigration policies in France ». *Cultural anthropology* 20.3 (2005): 362-387.

coupable de démentir l'Holocaust, et a été lié à des actes de torture pendant son temps comme officier de l'armée en Algérie.²⁴

Le parti a été fondé en 1972, et à l'origine il s'appelait le Front National.²⁵ Le parti a commencé à développer une rhétorique agressive pendant ses premières années en prétendant que la France était 'envahie' par des immigrants du Sud et il a commencé à gagner du poids politique parce que son importance électorale a grandi passant de moins de 1 % des votes au début des années 1980 à 14.4 % durant l'élection présidentielle de 1988.²⁶ Aujourd'hui, le « profound antipathy towards north Africans, and indeed Islam, is still a huge part of the movement's politics. Like so many others, they maintain a colonial view of dark-skinned Arab Muslims, who they do not consider as French. »²⁷ Le Rassemblement National est dirigé par Marine Le Pen, la fille de Jean-Marie Le Pen. Elle a expulsé son père publiquement du parti, mais elle retient une position anti-islamique similaire.²⁸ Dans les projections pour l'élection présidentielle 2022, Le Pen est la deuxième au sondage.

Dans les projections présidentielles, Le Pen est suivie de près par l'écrivain radical et la célébrité, Eric Zemmour.²⁹ Il a demandé une interdiction des noms qui sonnent étrangers, tel que Mohammed, et il s'est opposé à l'immigration des Africains musulmans en raison de sa croyance

²⁴ Voir « French Far-Right Party Founder Jean-Marie Le Pen Faces New Hate Trial ». *France 24*, France 24, 1 Sept. 2021; Tremlett, Giles, and Paul Webster. « Battle of Algiers Returns to Haunt Le Pen as Claims of Torture Focus on Far-Right Leader ». *The Guardian*, Guardian News and Media, 4 June 2002.

²⁵ Delafoi, Florian. « Front National (1971-2017) ». *Le Temps*, April 2017 <https://www.letemps.ch/monde/front-national-19712017>

²⁶ « In 1981, 20,000 foreigners sought asylum in France; out of these, 80 percent were recognized as refugees. In 1999, 30,000 applied for the same status under the Geneva Convention; however in that year, 80 percent were rejected (OFPRA 1996, 2004) ». Fassin, Didier. « Compassion and repression: The moral economy of immigration policies in France ». *Cultural anthropology* 20.3 (2005): 362-387.

²⁷ Nabila Ramdani. « Algeria Needs an Apology and Reparations from France – Not a History Lesson ». *The Guardian (Online)*, Guardian News & Media Limited, 2020.

²⁸ Nossiter, Adam. « Marine le pen's anti-islam message gains influence in france ». *The New York Times* (2015).

²⁹ Phalnikar, Sonia. « France: Far-Right TV Star Eric Zemmour Shakes up Presidential Race ». *Deutsche Welle*, 12 Nov. 2021.

que l’Islam ne partage pas les valeurs fondamentales de la France.³⁰ Ses opinions controversées génèrent beaucoup d’attention dans les médias.

Le rhétorique xénophobe a un effet sur l’expérience contemporaine des mineurs non accompagnés qui demandent l’asile en France, parce que les idéologies d’extrême droite peuvent perpétuer les sentiments anti-islamiques et l’opposition envers les Nord-Africains. Les migrants avec ces identités sont intrinsèquement affectés par cette rhétorique. Il est pensé que l’ascension politique et la candidature présidentielle de Marine Le Pen et d’Eric Zemmour impactent le choix de Macron de réformer et durcir les procédures d’asile et d’immigration. Les élections présidentielles d’avril 2022 approchent rapidement, et Macron s’est déplacé à droite et il a commencé à parler plus strictement de l’asile et de l’immigration.³¹ Il semble que c’est parce qu’il espère tenir ses adversaires à distance. Les idéologies anti-islamiques continuent d’affecter les débats migratoires, et les politiciens changent leurs positions afin de rivaliser entre eux. Les choix de Macron ont stimulé les critiques des défenseurs des migrants, parce que ses politiques semblent donner la priorité à la politique au lieu de la crise humanitaire.

Un demandeur d’asile est quelqu’un qui est entré dans un pays d’accueil et qui cherche des protections internationales telles qu’elles sont décrites dans La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés des Nations Unies.³² Si la demande du demandeur d’asile est acceptée, le statut de réfugié lui est accordé. Dans le modèle idéal des procédures d’asile, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés dépend de la solidarité et de la coopération internationale pour alléger les charges pesant sur certains pays. « It calls on governments to continue to receive

³⁰ Phalnikar, Sonia. « France: Far-Right TV Star Eric Zemmour Shakes up Presidential Race ». *Deutsche Welle*, 12 Nov. 2021.

³¹ Onishi, Norimitsu. « France Announces Tough New Measures on Immigration ». *The New York Times* (2019).

³² Kalt, Anne, et al. « Asylum seekers, violence and health: a systematic review of research in high-income host countries ». *American journal of public health* 103.3 (2013): 30-42.

refugees in their territories and to act in a spirit of international cooperation in order that these refugees find asylum and the possibility of resettlement ».³³ Le principe de l'asile est guidé par les normes de la convention sur les réfugiés. La norme primaire est le non-refoulement, qui interdit le retour des personnes vulnérables qui demandent une protection territoriale dans un pays où « leur vie ou leur liberté serait menacée du fait de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier ou opinion politique ».³⁴ Le non-refoulement est reconnu maintenant comme un principe de la loi internationale. C'est considéré obligatoire, même pour les pays qui ne sont pas signataires de la convention des Nations Unies sur les réfugiés.³⁵

La France est un signataire de la convention, et sa langue nationale a inspiré le terme le plus important en son sein. Malgré la documentation de l'engagement aux normes du régime international des réfugiés, le gouvernement français a commis de nombreuses transgressions, à savoir en prévenant l'entrée de jeunes migrants à ses frontières. Dans de nombreuses publications médiatiques à propos de la migration vers l'Europe, le terme *pushbacks* a été utilisé pour décrire les mesures utilisées par les pays pour empêcher l'entrée de migrants et de réfugiés. La France est l'une des pays les plus critiqués pour l'utilisation des *pushbacks* en raison de nombreux rapports de personnes refusées à l'entrée par la police française. Des opérations de police illégales ont été exposées dans les médias; ils documentent les incidents quand l'entrée des mineurs non accompagnés est refusée et qu'ils sont dirigés vers la frontière italienne.³⁶ La

³³ United Nations. « The State of the World's Refugees 2006 - Human Displacement in the New Millennium - Chapter 2: Safeguarding Asylum ». pg. 58 *UNHCR*, 2006, www.unhcr.org/4444afc70.html.

³⁴ « Conclusion sur la sauvegarde de l'asile No. 82 (XLVIII) » . *UNHCR*, 1997. <https://www.unhcr.org/fr/excom/exconc/4b30a2722c/conclusion-sauvegarde-lasile.html>

³⁵ United Nations. « The State of the World's Refugees 2006 - Human Displacement in the New Millennium - Chapter 2: Safeguarding Asylum ». pg. 33 *UNHCR*, 2006, www.unhcr.org/4444afc70.html.

³⁶ « Access to the Territory and Push Backs - Asylum Information Database: European Council on Refugees and Exiles ». *Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles*, 18 Mar. 2021.

cuisine communautaire Kesha Niya près de la frontière franco-italienne travaille avec des personnes expulsées. En février 2021, la cuisine a enregistré plus de 60 mineurs non accompagnés qui avaient été refoulés de France. Dans tous ces cas, les mineurs ont montré à Kesha Niya les formulaires de refus où la police avait écrit de fausses dates de naissance.³⁷

Le refus d'autoriser les mineurs non accompagnés à traverser la frontière sans le traitement équitable viole directement leur droit de chercher l'asile. Quand les autorités de protection de l'enfance n'évaluent pas adéquatement le statut d'un enfant, cela les expose au refoulement. Ces enfants pourraient être contraints de retourner à des situations de violence, de trafic d'êtres humains, d'abus, ou d'exploitation.³⁸ Refuser l'entrée des mineurs non accompagnés invalide leur véritable espoir de trouver des conditions de vie sécuritaires. La poète somali-britannique Warsan Shire a bien transmis les émotions d'une journée migratoire dans son poème « Home ». Elle a écrit que « Personne ne pousse ses enfants sur un bateau à moins que l'eau ne soit plus sûre que la terre-ferme ».

Les *pushbacks* sont profondément enracinés dans le paradigme de la dissuasion, « wherein policymakers employ a wide array of non-entree measures in response to asylum-seekers arriving in developed states ».³⁹ Les politiques qui existent pour dissuader les demandeurs d'asile, et particulièrement ceux des pays islamiques, rappellent les *extra muros*, la phrase latine qui signifie hors des murs de la ville ou hors de la communauté religieuse.⁴⁰

³⁷ « France: Police Expelling Migrant Children ». *Human Rights Watch*, 5 May 2021, www.hrw.org/news/2021/05/05/france-police-expelling-migrant-children.

³⁸ « Pushback Practices and Their Impact on the Human Rights of Migrants ». *UNICEF Submission to the Thematic Report of the United Nations Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants*, <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/Pushback/UNICEFSubmission.pdf>, Feb. 2021.

³⁹ Gammeltoft-Hansen, Thomas, and Nikolas Feith Tan. « Beyond the deterrence paradigm in global refugee policy ». *Suffolk Transnational Law Review*, vol. 39, no. 3, fall 2016, pp. 637+. *Gale Academic OneFile*,

⁴⁰ « Extra Muros Definition & Meaning ». *Merriam-Webster*, Merriam-Webster, [https://www.merriam-webster.com/dictionary/extra muros](https://www.merriam-webster.com/dictionary/extra%20muros).

L'exclusion en raison d'affiliations religieuses est antithétique au principe de laïcité. Cette loi a été adoptée en 1905, et elle a établi une séparation entre l'Eglise et l'État et « garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs croyances ou convictions. Elle assure aussi bien le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir ».⁴¹ Le principe de laïcité est une caractéristique distincte de la République, mais dans ce principe, il y a les tensions liées à l'islam. Cela conduit les pouvoirs publics à diriger dans un contexte de sécurité et de suspicion accrue, ce qui complique la capacité du pays à accepter véritablement toutes les religions.⁴² Bien que le pays ne reconnaisse pas de religion officielle, il semble que de nombreux citoyens et personnalités politiques pensent que l'islam n'est pas la religion de la France.

Obstacles rencontrés par les mineurs non accompagnés

Les mineurs non accompagnés arrivent en France de diverses manières, mais leur première interaction avec les autorités administratives françaises est un moment crucial pour la déclaration du statut de minorité. C'est une étape essentielle du processus d'asile parce que cela affecte s'ils recevront la protection ou non.⁴³ Pendant le processus de réception, le futur des mineurs non accompagnés est entre les mains des autorités françaises. Dans l'Observation générale conjointe n° 3, du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et n° 22, du Comité des droits de l'enfant sur les droits des enfants dans le cadre des migrations internationales, la partie 32 concerne le traitement des

⁴¹ « Qu'est-ce que la laïcité? » Gouvernement Français, <https://www.gouvernement.fr/qu-est-ce-que-la-laicite>

⁴² Willaime, Jean-Paul. « The paradoxes of Laïcité in France ». *The centrality of religion in social life: Essays in honour of James A. Beckford* (2008): 47.

⁴³ Fletcher, Lane « Unaccompanied minors out of school: France must act to protect and grant them access to education ». *Right to Education*, 28 August 2020

enfants. Cela a établi que quiconque prétend être un enfant doit être traité comme tel, mais les autorités françaises contestent souvent une déclaration de mineur au lieu de respecter ce principe.⁴⁴ Les procédures d'accueil des enfants à travers les départements en France ne sont pas congruentes, cela devient donc un processus subjectif, influencé par des facteurs tels que la barbe de trois jours, la voix basse, ou la hauteur. Quand les demandeurs d'asile déclarent leur statut de mineur, mais ne semblent pas être des mineurs selon les autorités des frontières, ils sont repoussés vers l'Italie ou l'Espagne.⁴⁵

Les évaluations d'âge informelles, basées sur les caractéristiques physiques, sont un événement particulièrement dégoûtant, quand on considère l'adversité à laquelle les mineurs non accompagnés sont confrontés pendant leur journée migratoire. Cette population est plus propice à avoir été témoin d'événements traumatiques. Dans une étude menée par les psychiatres Wiese et Burhost, les auteurs ont publié de l'information sur le traumatisme des mineurs non accompagnés. Ils dénoncent notamment des abus sexuels, le fait d'être témoin du meurtre de leurs parents, de vivre dans la rue, ou la peur d'être kidnappé. L'étude a révélé que les mineurs non accompagnés avaient des niveaux de traumatisme plus élevés que les mineurs avec leurs parents.⁴⁶ Les niveaux graves de traumatisme qui sont vécus par les mineurs non accompagnés

⁴⁴para 32(h): « Ensure that children are identified promptly in border controls and other migration-control procedures within the State's jurisdiction, and that anyone claiming to be a child is treated as such, promptly referred to child protection authorities and other relevant services, and appointed a guardian, if unaccompanied or separated ».

Voir « UN Committee on the Rights of the Child, Joint General Comment ». *No. 3 Committee on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of their Families and No. 22 of the Committee on the Rights of the Child*, 19 November 2017.

https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CRC/Shared%20Documents/1_Global/CMW_C_GC_3_CRC_C_GC_22_8363_E.pdf

⁴⁵ « Les manquements des autorités françaises aux devoirs élémentaires de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s en danger ». *Médecins sans Frontières*. octobre 2020.

⁴⁶ 129 Patients (70 children with families and 59 unaccompanied). Sexual abuse was more frequent among unaccompanied minors (36%) compared to the group of children with families (7%). Sixty-seven percent of the unaccompanied refugee girls and 14% of the boys had experienced sexual abuse. Extreme traumatic events, such as having witnessed the killing of parents, living on the streets, or being kidnapped and living with rebels, were experienced by 6% of the children with families and 25% of unaccompanied children ($p = .002$). In terms of the

ont été mis en évidence par beaucoup d'études, mais la plupart du temps, les procédures pour la détermination de l'âge des enfants ne prennent pas en compte le traumatisme que ces enfants ont déjà subi dans leur pays d'origine ou au cours du voyage migratoire.⁴⁷ Il y a un grand écart entre les ressources disponibles pour la santé mentale et le nombre de mineurs non accompagnés qui nécessitent un traitement.⁴⁸ Au minimum, les autorités qui interagissent avec des mineurs non accompagnés doivent être sensibles au traumatisme de ces personnes, et doivent faire attention pour éviter d'exacerber ce traumatisme.

Au-delà des problèmes causés par le traitement insensible d'une population vulnérable à les frontières, le processus de détermination du statut de minorité quand un mineur entre en France cause de nombreux problèmes. Le processus est considéré peu fiable à cause du manque de traducteurs, les rendez-vous accélérés, et des professionnels sous-qualifiés.⁴⁹ Récemment, beaucoup d'organisations migratoires ont soulevé des inquiétudes à propos du processus d'évaluation du statut des mineurs dans le pays.

Les mineurs non accompagnés qui déclarent leur statut aux autorités des frontières françaises doivent passer par un processus formel d'évaluation d'âge au sein du département d'arrivée. Le système biométrique qui est utilisé pour la détermination du statut d'un jeune en France est appelé le fichier AEM (Appui à l'évaluation de la minorité). Il commence par la

number of traumatic experiences, 54% mentioned one to three traumatic events, and 37% reported four or more traumatic experiences. Unaccompanied refugee minors (63%) were more likely to have been victim to four or more traumatic events than children and adolescents with families (16%). See Huemer, Julia et al. « Mental health issues in unaccompanied refugee minors ». *Child and adolescent psychiatry and mental health* vol. 3,1 13. 2 Apr. 2009, doi:10.1186/1753-2000-3-13

⁴⁷Marquis, Camille « France Slammed Over Treatment of Migrant Children ». *Human Rights Watch*, 19 November, 2019

⁴⁸ Voir *Les sections 5, 7 et 8*, Sturm, Gesine, Marie Rose Moro, and Thierry Baubet. « Mental Health Care for unaccompanied minors in France: Towards a comprehensive approach to the needs of a vulnerable minority ». *Inequalities in health care for migrants and ethnic minorities 2* (2012).

⁴⁹ Fletcher, Lane « Unaccompanied minors out of school: France must act to protect and grant them access to education ». *Right to Education*, 28 August 2020

collecte des empreintes digitales, des photographies de visage, et des documents d'identité d'une personne. Ensuite, les autorités croisent les informations avec Visabio et Agdref, les bases de données relatives aux personnes étrangères. Après cette procédure, si la personne « est considéré majeur[e], la préfecture peut alors prendre un arrêté d'éloignement, éventuellement assorti d'un placement en rétention ». ⁵⁰ Si la minorité est confirmée dans l'évaluation, « le jeune sera pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) - il sera être protégé en vertu de la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la France ». ⁵¹

En juin 2020, le gouvernement français a annoncé que les départements ne suivant pas cette procédure seraient pénalisés financièrement. Les ONG s'inquiètent des failles de l'AEM. Ils ont suggéré qu'il y a une forte probabilité d'erreurs, et que la détention est injuste parce que le système existant ne prend pas en compte les réalités des routes migratoires. Par exemple, beaucoup de mineurs doivent utiliser un faux passeport adulte afin de traverser les frontières. Par conséquent, ils pourraient être enregistrés comme des adultes dans Visabio, la base de données du gouvernement pour suivre les demandeurs vers le système national de visa. ⁵²

Il y a 96 départements à l'intérieur de la France et 5 départements d'Outre-Mer. Chacun est chargé d'organiser, de gérer, et de financer la protection des enfants. ⁵³ En France, la répartition des mineurs non accompagnés est asymétrique, donc dans certains départements, les ressources sont très limitées. ⁵⁴ Bien que la législation nationale ait produit un cadre pour les

⁵⁰ Courtois, Maïa « Fichage biométrique : quand les associations redoutent la fin de la protection des mineurs isolés étrangers » *Info Migrants*, 21 juin 2021.

⁵¹ Courtois, Maïa « Fichage biométrique : quand les associations redoutent la fin de la protection des mineurs isolés étrangers » *Info Migrants*, 21 juin 2021.

⁵² Courtois, Maïa « Fichage biométrique : quand les associations redoutent la fin de la protection des mineurs isolés étrangers » *Info Migrants*, 21 juin 2021.

⁵³ Frechon, Isabelle, and Lucy Marquet. « Unaccompanied minors in France and inequalities in care provision under the child protection system ». *Social Work & Society* 15.2 (2017), p. 1.

⁵⁴ Frechon, Isabelle, and Lucy Marquet. « Unaccompanied minors in France and inequalities in care provision under the child protection system ». *Social Work & Society* 15.2 (2017), p. 1.

procédures départementales, le système français de protection des enfants a beaucoup d'incohérences. Cela mène à des situations où les mineurs ont besoin d'attendre plusieurs mois pour recevoir le résultat de leur évaluation d'âge. Dans certains cas, les autorités prennent 14 mois pour évaluer l'éligibilité à l'asile et terminer l'évaluation de l'âge.⁵⁵ Avec des mois entre la déclaration de statut minoritaire et la conclusion éventuelle d'évaluation d'âge, les jeunes ont un avenir ambigu à une étape critique de leur adolescence.

En attendant la conclusion d'une évaluation d'âge et de l'éligibilité d'asile, il y a un autre problème : il est incroyablement difficile pour les enfants d'accéder à l'éducation. Les jeunes migrants affrontent des circonstances très précaires, et ce défi est au cœur des épreuves. Les mineurs non accompagnés ont l'âge d'aller à l'école, mais l'accès à l'éducation est un obstacle central. L'article L131-1 du Code de l'éducation française établit que « L'instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans ».⁵⁶ Cependant, le code n'inclut pas une provision qui regarde spécifiquement les demandeurs d'asile, donc l'éducation pour cette population n'est pas forcément garantie. Au-delà des défis qui se posent quand les jeunes migrants ne parlent pas ou n'écrivent pas la langue, il y a plusieurs obstacles dans l'organisation d'une éducation efficace.

There are also a limited number of specialised language training or initiation classes and limited resources dedicated to these schemes. This is an even more acute difficulty for reception centres in rural areas which simply do not provide such classes. Moreover, some schools require an address before enrolling children and this can be an issue for asylum seekers who do not have a personal address. Finally, access to education for children aged 16 to 18 is much more complicated as public schools do not have any obligation to accept them.⁵⁷

⁵⁵ Sire, Adeline. « In Paris, Volunteers Rally to Feed and House Young People Who Are Migrating to France on Their Own ». *The World from PRX*,

⁵⁶ « Article L131-1 - Code de l'éducation » *Legifrance.gouv.fr*, République Française, 2 Sept. 2019, www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038901859/.

⁵⁷ « Access to Education - Asylum Information Database: European Council on Refugees and Exiles ». *Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles*, 18 Mar. 2021,

Beaucoup de mineurs non accompagnés sont des jeunes adultes qui doivent reporter leur buts éducatifs ou professionnels à cause de ces obstacles. Concernant leur entrée en milieu professionnel, les jeunes en France entre l'âge de 15 et 25 ans choisissent souvent le contrat d'apprentissage. C'est une forme populaire de formation professionnelle où les participants travaillent à temps partiel dans une entreprise et à temps partiel dans un centre d'éducation.⁵⁸ Les contrats d'apprentissage sont populaires dans le groupe d'âge des mineurs non accompagnés, mais ils ne sont généralement pas disponibles pour les demandeurs d'asile. Ce type de contrat nécessite des permis de travail qui ne sont généralement pas mis à leur disposition.⁵⁹ Concernant les universités «asylum seekers have the possibility in theory to enroll in a course but several practical obstacles remain such as the need to have a diploma at the end of the school course and/or another university diploma recognized by France ».⁶⁰ Pour les migrants sans leurs parents ou tuteurs, se frayer un chemin parmi les attentes bureaucratiques du système éducatif est suffisamment difficile sans le défi supplémentaire d'une barrière linguistique.

Je vais à présent analyser les obstacles que rencontrent les mineurs en matière de logement, en attendant plusieurs mois de recevoir la conclusion de leur évaluation d'âge. Pendant ce temps, les conditions de vie peuvent être très difficiles. Les mineurs non accompagnés luttent avec l'insécurité alimentaire, qui est un terme qui indique l'incapacité d'une personne d'obtenir une nutrition suffisante régulièrement.⁶¹ Il y a plusieurs facteurs qui

⁵⁸ Fougere, Denis, Francis Kramarz, and Thierry Magnac. « Youth employment policies in France ». *European economic review* 44.4-6 (2000): p. 931.

⁵⁹ Access to Education - Asylum Information Database: European Council on Refugees and Exiles ». Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles, 18 Mar. 2021.

⁶⁰ « Access to Education - Asylum Information Database: European Council on Refugees and Exiles ». Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles, 18 Mar. 2021.

⁶¹ « Food security exists when all people, at all times, have physical and economic access to sufficient, safe and nutritious food to meet their dietary needs and food preferences for an active and healthy life ». *See Food and*

influencent l'insécurité alimentaire parmi les migrants, y compris la contrainte économique, la barrière de la langue, les règles alimentaires religieuses, et le manque de connaissances à propos des aliments dans un nouveau pays.⁶² Avec ce défi, les jeunes pour qui les autorités de protection de l'enfant n'ont pas fourni d'évaluation finissent souvent par dormir sur la rue.

Pour le logement, beaucoup des mineurs dans les villes restent dans les squats, un mot familier pour décrire les immeubles qui sont occupés sans permission. Les squats ont été utilisés comme outils pour l'activisme politique des groupes tels que le collectif Jeudi Noir et l'association Droit Au logement (DAL) et leur existence indique qu'il y a un potentiel unique de mobilisation dans ces espaces.⁶³ Ces logements précaires sont souvent démontés par les autorités dans l'intérêt supposé de la santé et de la sécurité, mais c'est plus probable que les squats soient perçus comme une menace envers le système élitiste du logement français.

À Marseillais, approximativement 170 des mineurs non accompagnés étaient accroupis dans un immeuble appartenant à l'Église catholique. Le squat est « surpeuplé et infesté de punaises » ce qui est une condition de vie inappropriée, particulièrement pour des enfants. Certains des jeunes migrants « ont été reconnus mineurs par un juge et devraient en conséquence être pris en charge par les services de protection de l'enfance. D'autres sont en attente d'une évaluation de leur âge, parfois depuis des semaines, et devraient bénéficier d'une mise à l'abri » .⁶⁴ Maintenant, les autorités marseillaises ont poursuivi les enfants pour avoir occupé

Agriculture Organization. Rome declaration on World Food Security. 1996.

<http://www.fao.org/3/w3613e/w3613e00.htm>.

⁶² Henjum, S., Morseth, M.S., Arnold, C.D. *et al.* « 'I worry if I will have food tomorrow': a study on food insecurity among asylum seekers living in Norway ». *BMC Public Health* 19, 592 (2019).

<https://doi.org/10.1186/s12889-019-6827-9>

⁶³ Voir page 218: Aguilera, Thomas. « Configurations of squats in Paris and the Ile-de-France Region. » *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles. Wivenhoe: Minor Compositions* (2013): 209-230.

⁶⁴ Marquis, Camille « De enfants migrants non accompagnés injustement poursuivis en France » *Human Rights Watch*, 18 Octobre 2019

l'immeuble illégalement.⁶⁵ Les mineurs non accompagnés sont criminalisés plutôt que aidés par les autorités françaises.

L'hostilité entre les jeunes migrants et les autorités des départements est courante. Une autre instance de contention est le démantèlement en 2016 d'un grand camp migratoire à Calais qui s'appelait la jungle. Le camp abritait autrefois une estimation de 1,400 jeunes personnes qui vivaient dans 125 conteneurs maritimes.⁶⁶ L'intervention délibérée de l'État sur ce logement a forcé des centaines des jeunes migrants dans l'incertitude. Une rapport de Human Rights Watch a révélé que les migrants, enfants et adultes, ont subi des abus de la part de la police française:

les policiers à Calais, en particulier les Compagnies républicaines de sécurité (CRS), font un usage courant de gaz poivré sur des migrants, enfants et adultes, alors qu'ils sont endormis, ou dans d'autres situations où ils ne présentent aucune menace ; qu'ils aspergent de ce gaz ou confisquent des sacs de couchage, des couvertures et des vêtements ; et que parfois, ils pulvérisent du gaz sur la nourriture et l'eau des migrants. Les policiers perturbent également la délivrance d'assistance humanitaire. Les abus policiers ont un impact négatif sur l'accès aux services de protection de l'enfance et sur la volonté de migrants et leur capacité de déposer une demande d'asile.⁶⁷

Ce système de brutalité autorise les Français à punir les gens dans les camps de migrants avec un raisonnement subjectif, qui est parallèle à la punition appliquée pendant le Code de l'indigénat.

Les forces policières interagissent avec les migrants de cette manière, et il a également été signalé que les policiers ont perturbé les efforts humanitaires et ont harcelé les travailleurs d'aide.⁶⁸ Cette agitation systématique des migrants et des efforts d'aide humanitaire suggèrent que les sentiments anti-migratoires ajoutent un biais aux interactions entre les policiers et les mineurs non accompagnés. Le plus célèbre auteur d'extrême-droite, Eric Zemmour, a mentionné

⁶⁵ Marquis, Camille « De enfants migrants non accompagnés injustement poursuivis en France » *Human Rights Watch*, 18 Octobre 2019

⁶⁶ Holland, Kitty. « What next for the children of the Calais 'Jungle'? » *The Irish Times*, 5 November 2016.

⁶⁷ « Abus policiers à Calais contre les migrants, enfants et adultes. » *Human Rights Watch*, 26 Juillet 2017.

⁶⁸ « Abus policiers à Calais contre les migrants, enfants et adultes. » *Human Rights Watch*, 26 Juillet 2017.

les mineurs non accompagnés dans une vidéo controversée de Cnews en Septembre 2020: « ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont, il faut les renvoyer et il ne faut même pas qu'ils viennent ». ⁶⁹ Maintenant, Zemmour est cité à comparaître au parquet pour ces commentaires, sur des accusations de «provocation à la haine raciale et d'injure raciale » et ce serait son troisième discours de haine. ⁷⁰ Malgré ses conséquences potentielles, Zemmour est toujours un candidat de l'élection présidentielle d'avril 2022, et donc une figure extrêmement influente en France. Ses commentaires perpétuent une opinion négative des mineurs non accompagnés. Les mineurs non accompagnés sont perçus comme des criminels plutôt que des jeunes qui ont besoin d'aide.

Il est également nécessaire de présenter une analyse sur la manière dont la pandémie de coronavirus en cours a exacerbé les circonstances pour les mineurs non accompagnés dans les villes françaises. Cela a attiré l'attention sur les problèmes qui existaient pour cette population avant la pandémie, comprenant l'insécurité alimentaire, les sans-abris, et l'éducation. Pendant le premier confinement en France, il y avait un enregistrement de plus de 300 mineurs non accompagnés sans domicile à Paris et dans sa région. ⁷¹ Entre mai et mars 2020, les écoles ont été fermées et il n'y avait aucune alternative disponible pour les jeunes migrants. ⁷²

Les logements pour les mineurs non accompagnés, tels que les logements insalubres ou les campements de fortune, sont typiquement bondés et peu hygiéniques. ⁷³ Les mineurs non

⁶⁹ «Voleurs, assassins, violeurs : Eric Zemmour jugé pour ses propos sur les migrants mineurs» Ouest France, 17 Novembre 2021.

⁷⁰ «Voleurs, assassins, violeurs : Eric Zemmour jugé pour ses propos sur les migrants mineurs» Ouest France, 17 Novembre 2021.

⁷¹ «300 MNA à la rue - lettre ouverte aux élus» *Soul Food Paris*, 02 avril 2020.

⁷² « Access to Education - Asylum Information Database: European Council on Refugees and Exiles ». Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles, 18 Mar. 2021.

⁷³ « As COVID-19 continues to spread, MSF prepares for action in France » *Médecins Sans Frontières (MSF) International*, 18 March. 2020.

accompagnés qui occupent ces milieux de vie sont vulnérables à la viralité du COVID-19. Pour les intérêts de la santé et de la sécurité des mineurs non accompagnés et des citoyens français, c'est important que les autorités de protection de l'enfance assurent un logement sûr pour ceux qui sont en attente du processus de détermination d'âge.

Le crise de santé mondiale a attiré l'attention sur le fait qu'il y a un manque de ressources médicales pour les mineurs non accompagnés en France. Les jeunes migrants en attente d'évaluation « n'ont accès ni à un bilan de santé ni aux vaccinations ni aux dépistages. Seuls ceux qui sont reconnus mineurs lors de l'évaluation sociale sont pris en charge à l'ASE, et bénéficient alors d'un accès aux soins à travers la protection universelle maladie (PUMa) ». ⁷⁴ De plus, quand les centres qui aident cette population ont dû fermer leurs portes pendant la pandémie, les jeunes migrants n'avaient pas de ressources alternatives. ⁷⁵ L'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant établit que les États doivent prendre des mesures appropriées pour assurer « à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires ». ⁷⁶ Il est devenu évident, particulièrement dans le contexte d'une crise globale de santé, que la France est en violation des droits des mineurs non accompagnés.

Conclusion

⁷⁴ « Les Mineurs non accompagnés symbole d'une politique maltraitante ». *Médecins Sans Frontières (MSF) International*, Juillet 2019.

⁷⁵ «Cependant le Ministère de l'intérieur, suivant les consignes gouvernement, exige depuis le 17 mars 2020 le port obligatoire d'une Attestation de déplacement dérogatoire pour chaque déplacement quels qu'ils soient. Cette formalité est là encore un obstacle supplémentaire pour ces jeunes qui n'ont pas accès à l'outil informatique ou ne maîtrisent pas la langue française.»

Voir Heslop, Kryssandra « COVID-19 - Mineurs non-accompagnés en grand danger » *Soul Food Paris*, 28 mars, 2020.

⁷⁶« Article 24 ». *HCDH | Convention Relative Aux Droits De l'Enfant*, 2 Sept. 1990, <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/crc.aspx>.

La situation désespérée des mineurs non accompagnés en France doit être comprise en considérant de nombreux facteurs. L'éminent Rassemblement National diffuse l'antipathie envers les Africains du Nord et l'Islam. Eric Zemmour étiquette les mineurs non accompagnés comme des criminels et il a popularisé l'idée que l'islam n'est pas en accord avec les valeurs de la France. Les sentiments anti-islamiques et la xénophobie dans le pays aggravent les circonstances pour les mineurs non accompagnés à la fois socialement et politiquement. Respectivement, ils influencent les interactions entre les citoyens et les demandeurs d'asile, et le renforcement des procédures de demande d'asile. De plus, l'échec énorme de la France à présenter officiellement ses excuses pour ses abus coloniaux, spécifiquement en ce qui concerne l'effet sur les populations d'Afrique du Nord, a renforcé un précédent qui s'appuie sur un siècle de traitement inhumain.

Ces fautes culminent dans l'échec contemporain de protéger des mineurs non accompagnés, un phénomène qui est évident pendant toutes les phases du processus de demande d'asile. Souvent, les arrivées sont rencontrées avec l'animosité des autorités françaises qui choisissent de répondre avec le pushback et refusent l'entrée des mineurs non accompagnés. Cette stratégie de dissuasion n'est pas unique en France. « While developed states may continue to return to the well of deterrence policies in the near future, the current situation in Europe demonstrates a need for more fundamental rethinking ».⁷⁷ Les efforts de dissuader les personnes vulnérables au lieu de les accepter exemplifient le transfert de responsabilité entre les pays européens. L'aversion des migrants est un problème qui s'étend hors de la France et à travers le continent.

⁷⁷ Gammeltoft-Hansen, Thomas, and Nikolas Feith Tan. « Beyond the deterrence paradigm in global refugee policy ». *Suffolk Transnational Law Review*, vol. 39, no. 3, fall 2016, pp. 637+. *Gale Academic OneFile*

Les étapes d'entrée sont suffisamment traumatisantes, et l'intégration pour les mineurs non accompagnés à l'intérieur de France est immensément difficile aussi. À l'intérieur du pays, les jeunes enregistrés avec les autorités administratives françaises attendent la conclusion de leur processus de détermination d'âge. Ce processus peut durer 14 mois, ce qui force beaucoup de mineurs non accompagnés vers des situations d'incertitude où l'accès à l'éducation, au logement, aux aliments, au développement professionnel, à des ressources de santé mentale, et des services de santé est difficile ou presque impossible.

Bien que les mineurs non accompagnés devraient bénéficier de la protection et de l'assistance du gouvernement, ils dépendent de l'aide des groupes de citoyens et des associations.⁷⁸ Il y a beaucoup de défauts dans le système français pour soutenir cette population unique. Il est devenu évident pour les organisations qui font le travail complémentaire à celui du gouvernement qu'il est nécessaire de faire les changements rapidement pour la protection du futur des jeunes. Dans le Rapport de situation et les notes de plaidoyer sur les enfants réfugiés et migrants de 2021, UNICEF a souligné que particulièrement dans le contexte de COVID-19, des efforts supplémentaires sont nécessaires. Ces efforts sont importants pour garantir des ressources essentielles aux mineurs non accompagnés, y compris celles pour la santé mentale et le soutien psychologique, l'éducation, les soins de santé, et l'aide légale.⁷⁹ Les mineurs non accompagnés qui arrivent aux frontières françaises devraient être admis immédiatement, pourvus du soutien et de la protection nécessaire. Médecins sans frontières a souligné que fondamentalement, « Toute

⁷⁸ « Communication en vue de l'ouverture d'une enquête sur les violations graves et systématiques de la Convention relative aux droits de l'enfant commises par la France relatives à la situation des enfants migrants non accompagnés sous sa juridiction ». Le Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE) et Kids Empowerment. 4 Novembre 2020.

⁷⁹ « Situation Reports and Advocacy Briefs on Refugee and Migrant Children. » *UNICEF*, 25 June 2021, <https://www.unicef.org/eca/situation-reports-and-advocacy-briefs-refugee-and-migrant-children>

personne se déclarant mineur doit être présumée comme telle et protégée jusqu'à preuve du contraire, sa minorité ne devrait pouvoir être remise en cause que par décision de justice » .⁸⁰

Les mineurs non accompagnés doivent recevoir le soutien nécessaire du gouvernement en accord avec la Convention Relative aux Droites de l'enfant. Il est clair que la France est en violation de cette convention pour plusieurs raisons. Les violations sont influencées principalement par deux facteurs «d'une part, ces enfants sont victimes d'un déni de minorité qui les prive du dispositif de protection national et, d'autre part, leur traitement est caractérisé par de cruelles inégalités au sein du territoire français qui découlent d'un manque important de coordination des différentes structures concernées ». ⁸¹ Comme les autres pays européens, les capacités pour la réception, l'identification, la protection, et l'intégration des mineurs non accompagnés sont insuffisantes.⁸² Dans le futur, le gouvernement français devra admettre les besoins spécifiques des mineurs non accompagnés. Simultanément, il est urgent que le gouvernement travaille pour mettre fin à la xénophobie et à la discrimination religieuse qu'ils exercent sur cette population, et qu'il présente ses excuses pour la violente colonisation de l'Afrique du Nord et d'autres régions. Sans adresser ces défauts qui se propagent dans la société française, il sera impossible d'assurer que les mineurs non accompagnés soient traités avec l'humanité qu'ils méritent.

⁸⁰ « Les manquements des autorités françaises aux devoirs élémentaires de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s en danger ». *Médecins sans Frontières*. octobre 2020.

⁸¹ « Communication en vue de l'ouverture d'une enquête sur les violations graves et systématiques de la Convention relative aux droits de l'enfant commises par la France relatives à la situation des enfants migrants non accompagnés sous sa juridiction ». Le Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE) et Kids Empowerment. 4 Novembre 2020.

⁸² « Refugee and Migrant Crisis in Europe ». *Humanitarian Action for Children*, UNICEF, July 2021, <https://www.unicef.org/media/105091/file/2021-HAC-Refugee-migrant-response-Europe-July-Revision.pdf>